



TERRE DE PROMESSE

Siège social : 6 place de la Mairie - 37220 CHEZELLES
Association régie par la loi du 1er juillet 1901

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS
Exercice clos le 31 décembre 2025



RSM France

5-7, rue des Italiens
75009 Paris
France

Tél. : +33 (0) 1 47 63 67 00

www.rsmfrance.fr

TERRE DE PROMESSE

Siège social : 6 place de la Mairie - 37220 CHEZELLES

Association régie par la loi du 1er juillet 1901

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2025

Aux Membres de l'Association TERRE DE PROMESSE,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association TERRE DE PROMESSE relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'Association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les incidences de la première application des règlements ANC n°2022-06 et n°2023-03 exposées dans la note « Changement de réglementation comptable » de l'annexe des comptes annuels.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport moral et financier du Conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'Association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre Association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;

- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Paris, le 18 mai 2026

Le commissaire aux comptes

RSM France

Société de Commissariat aux Comptes

Membre de la Compagnie Régionale de Paris

Signé par Djamel Zahri
Le 18 mai 2026

A handwritten signature in blue ink, appearing to read 'Djamel Zahri'.

doc_Q7M
tx_aV9zBW5yW5VO

Djamel ZAHRI

Associé

BILAN ACTIF AU 31/12/2025

ACTIF	Exercice N			Exercice N-1
	Brut	Amortissements et dépréciations (à déduire)	Net	Net
Frais d'établissement (I)				
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Frais de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	2 388	2 099	289	1 082
Immobilisations incorporelles en cours, avances et acomptes			-	
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions	73 278	23 290	49 987	57 314
Installations techniques, matériel et outillage industriels	35 675	17 402	18 273	12 531
Autres immobilisations corporelles	173 726	44 367	129 359	97 670
Cheptels	4 639	2 992	1 646	1 919
Immobilisations corporelles en cours, avances et acomptes			-	22 896
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés			-	
Immobilisations financières				
Participations			-	
Créances rattachées à des participations			-	
Autres titres immobilisés			-	
Prêts			-	
Autres immobilisations financières			-	
Total II	289 705	90 151	199 554	193 411
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours	4 383		4 383	4 413
Créances				
Créances clients, usagers et comptes rattachés	7 017		7 017	11 864
Créances reçues par legs ou donations				
Autres créances	12 631		12 631	19 636
Charges constatées d'avance	325		325	772
Valeurs mobilières de placement				
Instruments financiers à terme et jetons détenus				
Disponibilités	105 588		105 588	51 871
Total III	129 945	-	129 945	88 557
Frais d'émission des emprunts (IV)				
Primes de remboursement des emprunts (V)				
Ecarts de conversion et différences d'évaluation Actif (VI)				
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V + VI)	419 650	90 151	329 499	281 968

BILAN PASSIF AU 31/12/2025

PASSIF	Exercice N	Exercice N-1
FONDS PROPRES		
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Ecart de réévaluation		
Réserves		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité		
Autres		
Report à nouveau	15 580	- 18 848
Excédent ou déficit de l'exercice	- 9 984	34 429
Situation nette (sous total)	5 597	15 580
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement	44 323	14 738
Provisions réglementées		
Total I	49 920	30 319
FONDS REPORTES ET DEDIES		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés	139 746	107 414
Total II	139 746	107 414
PROVISIONS		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges		
Total III	0	0
DETTES		
Emprunts obligataires et assimilés		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières diverses	88 871	94 839
Instruments financiers à terme		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	25 482	29 553
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	25 311	19 437
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	169	407
Produits constatés d'avance		
Total IV	139 833	144 235
Ecart de conversion et différences d'évaluation Passif (V)		
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	329 499	281 968

COMPTE DE RESULTAT exercice du 01/01/2025 au 31/12/2025

COMPTE DE RESULTAT	Exercice N	Exercice N-1
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Cotisations		
Ventes de biens et services		
Ventes de biens	95 767	73 630
dont ventes de dons en nature		
Ventes de prestations de service		
dont parrainages		
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation et d'investissement	179 776	180 249
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels	240 051	277 496
Mécénats		3 264
Legs, donations et assurances-vie		
Contributions financières	3 000	10 000
Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions		697
Produits des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles	6 800	
Utilisations des fonds dédiés	16 498	14 912
Autres produits	28	1 157
Total I	541 864	559 092
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises		
Variation de stock		
Autres achats et charges externes	170 888	173 631
Aides financières		
Impôts, taxes et versements assimilés	4 416	3 007
Salaires	242 620	240 980
Cotisations sociales	43 849	41 162
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	35 773	25 580
Dotations aux provisions		
Valeurs comptables des immobilisations incorporelles et corporelles cédées	3 768	
Reports en fonds dédiés	48 830	42 322
Autres charges	1 351	360
Total II	551 495	527 042
1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	- 9 631	32 050
PRODUITS FINANCIERS		
De participation		
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés		
Reprises sur dépréciations et provisions		
Différences positives de change		
Produits des immobilisations financières cédées		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement et d'instruments de trésorerie		
Total III	-	-
CHARGES FINANCIERES		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Intérêts et charges assimilées	352	470
Différences négatives de change		
Valeurs comptables des immobilisations financières cédées		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement et d'instruments de trésorerie		
Total IV	352	470
2. RESULTAT FINANCIER (III - IV)	- 352	470
3. RESULTAT COURANT avant impôts (I - II + III - IV)	- 9 983	31 580
PRODUITS EXCEPTIONNELS (V)		2 894
CHARGES EXCEPTIONNELLES (VI)		45
4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	-	2 849
Participation des salariés aux résultats (VII)		
Impôts sur les bénéfices (VIII)		
Total des produits (I + III + V)	541 864	561 986
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)	551 847	527 557
EXCEDENT OU DEFICIT	- 9 983	34 428
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Dons en nature		
Prestations en nature		
Bénévolat	2 686	2 655
TOTAL	2 686	2 655
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Secours en nature		
Mises à disposition gratuite de biens		
Prestations en nature		
Personnel bénévole	2 686	2 655
TOTAL	2 686	2 655

Association : TERRE DE PROMESSE

Exercice clos le : 31/12/2025

REGLES ET METHODES COMPTABLES

L'association Terre de Promesse a pour objet le développement et la réalisation d'activités d'exploitation agricole d'intérêt général à caractère social. A travers ses activités agricoles, l'Association a pour ambition, par l'embauche de personnes sans emploi ou en difficultés, de permettre l'inclusion sociale et professionnelle de personnes pour lesquelles l'accès à l'emploi ne semble pas envisageable dans les conditions actuelles du marché, et qui nécessitent un accompagnement renforcé.

De manière transversale, l'Association vise la promotion, le développement, et la diffusion d'un nouvel art de vivre. Cela passe notamment par des actions de formation, d'éducation et de sensibilisation auprès de publics variés.

Enfin l'Association vise au développement d'outils collectifs et citoyens dans une démarche d'écologie intégrale et de développement local du territoire.

Afin de réaliser son objet, l'Association met en œuvre notamment les moyens suivants :

- La transformation et la vente de produits agricoles au travers de différents débouchés
- Prendre à bail et exploiter des terres agricoles et d'assurer la gestion de tout équipement ou structure mis à disposition par convention
- Solliciter autant que de besoin les dispositifs et financements publics et privés, et les agréments nécessaires,
- Chercher auprès des partenaires privés, des collectivités territoriales et de tout autre organisme compétent, les moyens financiers nécessaires à la réalisation de ses missions,
- chercher la mutualisation des moyens et des compétences avec d'autres intervenants sur le territoire,
- développer des partenariats avec tout organisme d'intérêt général développant des activités similaires ou connexes,
- prêter, louer et mettre à disposition des moyens techniques et humains dans le cadre de projets conformes à son objet,
- organiser des colloques, séminaires, congrès et formations en vue de favoriser le développement de ses activités et de celles des organismes d'intérêt général qu'il entend soutenir,
- éditer toute publication et tout autre document d'information.

REGLES ET METHODES COMPTABLES

Exercice clos le 31 décembre 2025

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence conformément aux hypothèses de base ci-dessous et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels :

- Continuité de l'exploitation
- Indépendance des exercices

Changement de méthode comptable :

- Première application sur l'exercice des règlements ANC 2022-06 (modifiant le règlement ANC 2014-04) et ANC 2023-03 (modifiant le règlement ANC 2018-06)
Impacts pour l'association, notamment en terme de présentation : comptabilisation des produits et valeurs comptables des immobilisations cédées au résultat d'exploitation et non plus au résultat exceptionnel, comptabilisation de la quote-part des subventions d'investissement reprise au compte de résultat au résultat d'exploitation et non plus au résultat exceptionnel (5 800 € en 2025, 2 894 € en 2024), suppression de la technique des transferts de charges (désormais comptabilisés selon leur nature en produits ou en déduction des charges), modèles de bilan, compte de résultat et tableaux en annexe mis à jour.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les comptes ont été établis conformément au règlement ANC N° 2014-03 relatif au Plan Comptable Général et du règlement ANC N° 2018-06 relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des entités privées à but non lucratif;

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

Immobilisations incorporelles :

Elles sont évaluées à leur coût d'acquisition.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

Concessions, brevets et licences : 3 ans

Immobilisations corporelles :

Elles sont évaluées à leur coût d'acquisition.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

Constructions : 10 ans

Agencements et aménagements des constructions : 5 à 10 ans

Matériel et outillage industriels : de 1 à 5 ans

Matériel de transport : 5 ans

Les animaux servant à la reproduction sont immobilisés sur 3 ans.

Participations, autres titres immobilisés, valeurs mobilières de placement :

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation du montant de la différence est constituée.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Subventions d'exploitation

Les subventions et les autres ressources sont comptabilisées selon leur nature et utilisées selon les modalités spécifiques de chaque convention et inscrites au compte de résultat.

Si l'intégralité de la subvention comptabilisée en produit sur l'exercice n'a pas pu être utilisée conformément aux engagements pris à l'égard du financeur, la dépense qui sera réalisée l'année suivante est comptabilisée en report de fonds dédiés.

- Subvention Emploi aidés ASP => 148 788,62 €
- Subvention ASP / SEVE => 20 000 €
- Subvention d'investissement : CRST 35 400 €

Dons

Compte tenu du fait qu'ils constituent une ressource principale et non accessoire, ils sont constatés en exploitation et non en exceptionnel.

Pour ce qui concerne la règle de rattachement des produits à l'exercice :

Sont enregistrés sur l'exercice, les dons datés de l'exercice, même s'ils sont encaissés après la date de clôture, versés en chèques, cartes bleues ou virements.

Subventions d'investissement

Elles sont rapportées au compte de résultat selon la durée d'amortissement des immobilisations qu'elles financent.

Engagement relatif aux indemnités de départ à la retraite

Methodologie retenue :

- Pour une ancienneté comprise entre 10 et 15 ans : l'indemnité est égale à un demi mois de salaire plus un demi mois de charges patronales.
- Pour une ancienneté comprise entre 15 et 20 ans : l'indemnité est égale à un mois de salaire plus un mois de charges patronales.
- Pour une ancienneté supérieure à 20 ans : l'indemnité est égale à un mois et demi de salaire plus un mois et demi de charges patronales.

Compte tenu de l'ancienneté des salariés, l'engagement concernant les indemnités de départ à la retraite est non significatif au 31/12/2025.

Engagement à recevoir

Il reste à recevoir le solde de la subvention Seve soit un montant de 12 000 €.

Chiffres d'affaires

Le chiffre d'affaire correspond à la vente de panier de légumes, d'œufs et de produits de négoce.

Stocks

Les stocks sont constitués de produits transformés avec les légumes de Terre de Promesse.

Ils sont valorisés au prix de revient à l'unité facturé par l'entreprise CFP Gastronomie. Les légumes ne sont pas valorisés dans le calcul.

Pas de dépréciation : les produits se conservent plusieurs années et Terre de Promesse espère avoir tout vendu en 2026.

Fonds dédiés

Des fonds dédiés ont été constatés sur des dons et des contributions financières destinés à financer des immobilisations ou des charges stipulées dans la collecte de fonds. Ces fonds dédiés sont repris sur la même durée que celle retenue pour l'amortissement des immobilisations financées par ces ressources fléchées ou à hauteur du montant des charges concernées.

Etat des avantages et ressources provenant de l'étranger (EAR)

L'association a appliqué le règlement n° 2022-04 de l'Autorité des normes comptables du 30/06/2022 modifiant le règlement ANC n° 2018-06 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif sur la tenue d'un état des avantages et des ressources provenant de l'étranger (EAR).

Honoraires du commissaire aux comptes

	Commissaire aux comptes
Honoraires afférents à la certification des comptes	4 105
Honoraires afférents à la certification des informations en matière de durabilité	
Honoraires afférents aux services autres que la certification des comptes et la certification des informations en matière de durabilité	
Total TTC	4 105

Autres informations

- Au cours de l'exercice 2025, aucune rémunération ni avantage en nature n'a été alloué aux membres du Conseil d'administration.
- Concernant l'effectif, il se décompose ainsi :
 - 9,37 ETP dont : 6,37 CDD/CDDI + 3 CDI
 - 9,37 ETP dont : 6,37 ouvriers + 2 agents de maîtrise + 1 cadre
- Effectif global présent au 31/12/2025 : 11 personnes dont 8 hommes et 3 femmes
- Nombre de personne (tout type de contrats, de durée ou de temps de travail) ayant travaillé à TDP en 2025 : 22 personnes dont 10 femmes et 12 hommes
- Effectif moyen annuel : 13,08

Lignes à développer par catégorie de salariés	Effectif moyen employé pendant l'exercice
Ouvriers	6,37
Employés, techniciens, agents de maîtrise	2
Cadres et ingénieurs	1
Total	9,37

Tableau des immobilisations - Cadre général
art. 832-1

Situations et mouvements Rubriques	Montant brut à l'ouverture de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Montant brut à la clôture de l'exercice
Immobilisations incorporelles	2 388 €			2 388 €
Immobilisations corporelles				73 278 €
Bâtiments	73 278 €			35 675 €
Installations techniques, matériels et outillages industriels	21 833 €	13 842 €		158 431 €
Installations techniques, agencements, aménagements divers	119 948 €	38 483 €		13 900 €
Matériel de transport	8 500 €	13 900 €	8 500 €	453 €
Matériel de bureau et matériel informatique		453 €		942 €
Mobilier		942 €		4 639 €
Cheptel	3 679 €	960 €		
Immobilisations corporelles en cours	22 896 €		22 896 €	
Immobilisations financières				
Total	252 521 €	68 580 €	31 396 €	289 705 €

Tableau des amortissements - Cadre général
art. 832-1

Situations et mouvements Rubriques	Durée d'utilisation ou taux d'amortissement	Mode d'amortissement	Amortissements cumulés à l'ouverture de l'exercice	Augmentations : Dotations de l'exercice	Diminutions	Amortissements cumulés à la clôture de l'exercice
Immobilisations incorporelles	3 ans	linéaire	1 306 €	793 €		2 099 €
Immobilisations corporelles		linéaire				
Bâtiments	10 ans	linéaire	15 964 €	7 326 €		23 290 €
Installations techniques, matériels et outillages industriels	3 à 10 ans	linéaire	9 302 €	8 100 €		17 402 €
Installations techniques, agencements, aménagement divers	3 à 10 ans	linéaire	27 620 €	15 878 €		43 498 €
Matériel de transport	5 ans	linéaire	3 158 €	2 446 €	4 732 €	695 €
Matériel de bureau et matériel informatique	3 ans	linéaire		13 €		13 €
Mobilier	3 ans	linéaire		161 €		161 €
Cheptel	3 ans	linéaire	1 760 €	1 056 €		2 992 €
Immobilisations financières						
Total			59 110 €	35 773 €	4 732 €	90 151 €

Ventilation des augmentations et diminutions des postes d'immobilisations et amortissements

art. 832-2

Concernant les postes d'immobilisations					
1 - Développement de la colonne « Augmentations » du tableau présenté à l'article 832-1	Augmentations de l'exercice	Ventilation des augmentations			
		Virements		Entrées	
		De poste à poste	Provenant de l'actif circulant	Acquisitions	Apports Créations
Installations techniques, matériel et outillage industriels	13 842 €			13 842 €	
Installations générales, agencements et aménagements divers	38 483 €	22 896 €		15 587 €	
Matériel de transport	13 900 €			13 900 €	
Matériel de bureau et informatique	453 €			453 €	
Mobilier	942 €			942 €	
Cheptel	960 €			960 €	
2 - Développement de la colonne « Diminutions » du tableau présenté à l'article 832-1	Diminutions de l'exercice	Ventilation des diminutions			
		Virements		Sorties	
		De poste à poste	A destination de l'actif circulant	Cessions	Scissions Mises hors service
Matériel de transport	8 500 €			8 500 €	
Immobilisations en cours	22 896 €	22 896 €			

Concernant les amortissements				
Dotations de l'exercice	Ventilation des dotations			
	Compléments liés à une réévaluation	Sur éléments amortis selon mode linéaire	Sur éléments amortis selon un autre mode	Dotations exceptionnelles
Concessions brevets et licences		793 €		
Constructions		7 326 €		
Installations techniques, matériel et outillages industriels		8 100 €		
Installations générales, agencements et aménagements divers		15 878 €		
Matériel de transport		2 446 €		
Matériel de bureau et informatique		13 €		
Mobilier		161 €		
Cheptel		1 056 €		
Diminutions de l'exercice	Ventilation des diminutions			
	Éléments transférés à	Éléments cédés	Éléments mis hors service	
Matériel de transport		4 732 €		

Echéances des dettes et créances

art. 832-9 et 832-15

État des échéances des créances à la clôture de l'exercice

Créances	Montant brut	Échéance à un an au plus	Échéance à plus d'un an
Créances de l'actif immobilisé			
Créances de l'actif circulant			
Clients, usagers, adhérents douteux ou litigieux	7 017€	7 017€	
Débiteurs divers	12 631€	12 631€	
Charges constatées d'avance	325€	325€	
Total	19 973€	19 973€	

État des échéances des dettes à la clôture de l'exercice

Dettes	Montant brut	Échéance à un an au plus	Échéance à plus d'un an et cinq ans au plus	Échéance à plus de cinq ans
Emprunts et dettes assimilées	88 871€	6 088€	7 784€	75 000€
Fournisseurs et comptes rattachés	25 482€	25 482€		
Personnel et comptes rattachés	12 201€	12 201€		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	13 110€	13 110€		
Autres dettes	169€	169€		
Produits constatés d'avance				
Total	139 833€	57 050€	7 784€	75 000€

TABLEAU DE SUIVI DES FONDS PROPRES

Variation des fonds propres	A l'ouverture de l'exercice	Affectation du résultat		Augmentation		Diminution ou consommation		A la clôture de l'exercice
	Montant	Montant	Dont générosité du public	Montant	Dont générosité du public	Montant	Dont générosité du public	Montant
Fonds propres sans droit de reprise								
Fonds propres avec droit de reprise								
Ecart de réévaluation								
Réserves								
Report à nouveau	- 18 848 €	34 429 €	29 264 €					15 580 €
Excédent ou déficit de l'exercice	34 429 €	- 34 429 €	- 29 264 €			9 984 €	23 667 €	9 984 €
Dotations consommables								
Subventions d'investissement	14 738 €			35 400 €		5 815 €		44 323 €
Provisions réglementées								
TOTAL	30 319 €	0 €	- €	35 400 €	- €	15 799 €	23 667 €	69 887 €

FONDS DEDIES 2025

Variation des fonds dédiés	A l'ouverture de l'exercice	Reports	UTILISATIONS		TRANSFERTS	Exercice 31-12-2025	
			Montant global	Dont remboursements		Montant global	Dont fonds dédiés correspondant à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices
Subventions d'exploitation							
Contributions financières d'autres organismes	7 453 €		3 234 €			- €	
Ressources liées à la générosité du public	99 961 €	48 830 €	13 264 €			4 219 €	
						135 527 €	
TOTAL	107 414 €	48 830 €	16 498 €	- €	- €	139 746 €	0

Il s'agit de fonds dédiés d'investissement dont la consommation va suivre la durée d'amortissement des immobilisations financées.

PRODUITS A RECEVOIR

(Articles R.123-195 et R.123-196 du Code de Commerce)

Produits à recevoir inclus dans les postes suivants du Bilan	31/12/2025	31/12/2024
Créances rattachées à des participations		
Autres titres immobilisés		
Prêts		
Autres immobilisations financières		
Créances clients et comptes rattachés	12 000 €	14 746 €
Autres créances		
Valeurs mobilières de placement		
Disponibilités		
Total	12 000 €	14 746 €

CHARGES A PAYER

(Articles R.123-195 et R.123-196 du Code de Commerce)

Charges à payer incluses dans les postes suivants du Bilan	31/12/2025	31/12/2024
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières divers	4 531 €	4 064 €
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	15 103 €	9 065 €
Dettes fiscales et sociales		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	169 €	407 €
Autres dettes		
Total	19 803 €	13 536 €

PRODUITS ET CHARGES CONSTATÉS D'AVANCE

(Articles R.123-195 et R.123-196 du Code de Commerce)

Produits constatés d'avance	31/12/2025	31/12/2024
Produits d'exploitation		
Produits financiers	- €	
Produits exceptionnels		
Total	- €	- €

Charges constatées d'avance	31/12/2025	31/12/2024
Charges d'exploitation	325 €	772 €
Charges financières		
Charges exceptionnelles		
Total	325 €	772 €

**Etat séparé des avantages et ressources reçus de l'étranger
(version synthétique)**

FONDS EN PROVENANCE DE L'ETRANGER POUR 2025

Etat	Total
Belgique	500,00 €
Malte	5 000,00 €
Suisse	17 000,00 €
Total général	22 500,00 €

L'état séparé détaillé est disponible au siège social de l'association.

COMPTE DE RESULTAT PAR ORIGINE ET DESTINATION

COMPTE EMPLOIS – RESSOURCES

TERRE DE PROMESSE – ANNEE 2025

I – DEFINITION DES MISSIONS SOCIALES

L'objet statutaire de l'association est le suivant :

« L'association a pour objet le développement et la réalisation d'activités d'exploitation agricole d'intérêt général à caractère social.

A travers ses activités agricoles, l'Association a pour ambition, par l'embauche de personnes sans emploi ou en difficultés, de permettre l'inclusion sociale et professionnelle de personnes pour lesquelles l'accès à l'emploi ne semble pas envisageable dans les conditions actuelles du marché, et qui nécessitent un accompagnement renforcé.

De manière transversale, l'Association vise la promotion, le développement, et la diffusion d'un nouvel art de vivre. Cela passera notamment par des actions de formation, d'éducation et de sensibilisation auprès de publics variés.

Enfin, l'Association vise au développement d'outils collectifs et citoyens dans une démarche d'écologie intégrale et de développement local du territoire.

II – METHODOLOGIE D'ETABLISSEMENT DU CROD ET DU CER

En préambule, les explications relatives au CROD le sont également pour le CER puisque ce dernier n'est qu'une émanation du CROD ne reprenant que la colonne « Générosité du public ».

Pour l'établissement du CROD et du CER, nous nous appuyons sur la comptabilité analytique de Terre de Promesse.

Emplois par destination de N

1. MISSIONS SOCIALES

1.1. Réalisées en France

1.1.1. Actions réalisées directement

Coûts enregistrés dans l'axe analytique « Insertion », hors comptes #64.

Charges de personnel #64 : 100% des charges de tous les salariés hors Directeur de la structure, nets des remboursements CPAM et Mutuelle (compte 649020000000). On inclut à ces charges une quote-part du coût du Directeur correspondant à 60 heures de son temps.

« Dont générosité du public » : il s'agit des coûts ci-dessus pour leur quote-part non financée par l'activité agricole de Terre de Promesse (#706009000000 « Divers » et #713500000000 « variation stock produits »), les comptes de subventions #74, le compte #747000000000 « quote-part de subvention d'investissement » et le compte #755110000000 Contributions financières).

1.1.2. Versements à d'autres organismes agissant en France

Néant sur l'exercice.

1.2. Réalisées à l'étranger

Néant sur l'exercice

2. FRAIS DE RECHERCHE DE FONDS

2.1. Frais d'appel à la générosité du public

- Il s'agit des comptes comptables #604012000000 - Recherche de Fonds, #604007000000 – Gestion des dons, et des autres comptes de charges avec un axe 4 « Recherche de fonds ».

2.2. *Frais de recherche d'autres ressources*

Pas de dépenses sur l'exercice

3. *FRAIS DE FONCTIONNEMENT*

Il s'agit des comptes de classe #6 de la comptabilité générale non intégrés dans d'autres rubriques des emplois par destination.

4. *DOTATION AUX PROVISIONS ET DEPRECIATIONS*

Néant sur l'exercice

5. *IMPOTS SUR LES BENEFICES*

Néant sur l'exercice

6. *REPORTS EN FONDS DEDIES DE L'EXERCICE*

Ce sont les comptes #689 de la comptabilité générale.

« Dont générosité du public » : uniquement le compte #689600000000 « Rep. fonds dédi. / ress géné public ».

Colonne Ressources par origine sur N

1. *PRODUITS LIES A LA GENEROSITE DU PUBLIC*

1.1. *Cotisations sans contrepartie* : Néant sur l'exercice

1.2. *Dons, legs et mécénat*

- *Dons manuels*

Il s'agit des comptes #7541 de la comptabilité générale.

-

- *Legs, donations et assurances-vie* : Néant sur l'exercice

-

- *Mécénats* : Compte #754400000000 de la comptabilité générale.

1.3. *Autres produits liés à l'appel à la générosité du public* : Néant sur l'exercice

2. *PRODUITS NON LIES A LA GENEROSITE DU PUBLIC*

2.1 *Cotisation avec contrepartie* : Néant sur l'exercice

2.2 *Parrainage des entreprises* : Néant sur l'exercice

2.3 *Contribution financière sans contrepartie*

Il s'agit du compte #755001000000 « Contribution financière reçue ».

2.4 *Autres produits non liés à la générosité du public*

Il s'agit des comptes liés à l'activité agricole de Terre de Promesse (#70 et #71), hors quote-part de subvention des investissements #747, diminué de la valeur comptable des éléments actifs cédés #652000000000.

3. *SUBVENTIONS ET AUTRES CONCOURS PUBLICS*

Il s'agit des comptes #74 et des quotes-parts de subvention des investissements #747.

4. *REPRISES SUR PROVISIONS ET DEPRECIATIONS*

Néant sur l'exercice

5. *UTILISATION DE FONDS DEDIES ANTERIEURES*

Il s'agit des comptes #789520000000 Utilisation des fonds dédiés / mécénat d'investissement et #789600000000 Utilisation des fonds dédiés / ressources en provenance de la générosité du public.

Contributions volontaires

Lorsque le bénévolat est issu d'une campagne d'appel à la générosité du public et que le bénévole n'est pas identifié spécifiquement à l'avance, nous considérons que le bénévolat est lié à la générosité du public.

En revanche, lorsque le bénévole est identifié en amont pour des compétences adaptées à une mission spécifique, nous considérons que le bénévolat n'est pas lié à la générosité de public. C'est le cas de l'ensemble des bénévoles de l'association.

COMPTE DE RESULTAT PAR ORIGINE ET DESTINATION

A - PRODUITS ET CHARGES PAR ORIGINE ET DESTINATION	EXERCICE N		EXERCICE N-1	
	TOTAL	Dont générosité du public	TOTAL	Dont générosité du public
PRODUITS PAR ORIGINE				
1 - PRODUITS LIES A LA GENEROSITE DU PUBLIC				
1.1 Cotisations sans contrepartie				
1.2 Dons, legs et mécénat				
- Dons manuels	240 051	240 051	277 496	277 496
- Legs, donations et assurances-vie				
- Mécénat	-	-	3 264	3 264
1.3 Autres produits liés à la générosité du public				
2 - PRODUITS NON LIES A LA GENEROSITE DU PUBLIC				
2.1 Cotisations avec contrepartie				
2.2 Parrainage des entreprises				
2.3 Contributions financières sans contrepartie	3 000		10 000	
2.4 Autres produits non liés à la générosité du public	102 539		73 091	
3 - SUBVENTIONS ET AUTRES CONCOURS PUBLICS	179 776		182 526	
4 - REPRISES SUR PROVISIONS ET DEPRECIATIONS	-		-	
5 - UTILISATIONS DES FONDS DEDIES ANTERIEURS	16 498	13 264	14 912	10 365
TOTAL	541 864	253 315	561 289	291 124
CHARGES PAR DESTINATION				
1 - MISSIONS SOCIALES				
1.1 Réalisées en France				
- Actions réalisées par l'organisme	332 768	57 903	315 379	50 379
- Versements à un organisme central ou à d'autres organismes agissant en France	-	-	-	-
1.2 Réalisées à l'étranger				
- Actions réalisées par l'organisme	-	-	-	-
- Versements à un organisme central ou à d'autres organismes agissant à l'étranger	-	-	-	-
2 - FRAIS DE RECHERCHE DE FONDS				
2.1 Frais d'appel à la générosité du public	9 626	9 626	22 871	22 871
2.2 Frais de recherche d'autres ressources	-	-	-	-
3 - FRAIS DE FONCTIONNEMENT	160 623	160 623	146 288	146 288
4 - DOTATIONS AUX PROVISIONS ET DEPRECIATIONS	-		-	
5 - IMPOT SUR LES BENEFICES	-		-	
6 - REPORTS EN FONDS DEDIES DE L'EXERCICE	48 830	48 830	42 322	42 322
TOTAL	551 847	276 982	526 860	261 860
EXCEDENT OU DEFICIT	- 9 984	- 23 667	34 429	29 264

B - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE	EXERCICE N		EXERCICE N	
	TOTAL	Dont générosité du public	TOTAL	Dont générosité du public
PRODUITS PAR ORIGINE				
1 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC				
Bénévolat	2 686		2 655	
Prestations en nature				
Dons en nature				
2 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES NON LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC				
3 - CONCOURS PUBLICS EN NATURE				
Prestations en nature				
Dons en nature				
TOTAL	2 686	0	2 655	0
CHARGES PAR DESTINATION				
1 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES AUX MISSIONS SOCIALES				
Réalisées en France	2 686		2 655	
Réalisées à l'étranger				
2 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES A LA RECHERCHE DE FONDS				
3 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES AU FONCTIONNEMENT				
TOTAL	2 686	0	2 655	0

COMPTE D'EMPLOI ANNUEL DES RESSOURCES COLLECTEES AUPRES DU PUBLIC (LOI n° 91-772 DU 7 AOÛT 1991)

EMPLOIS PAR DESTINATION	EXERCICE N	EXERCICE N-1	RESSOURCES PAR ORIGINE	EXERCICE N	EXERCICE N-1
EMPLOIS DE L'EXERCICE			RESSOURCES DE L'EXERCICE		
1 - MISSIONS SOCIALES	57 903	50 379	1 - RESSOURCES LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC	240 051	280 760
1.1 Réalisées en France	57 903	50 379	1.1 Cotisations sans contrepartie		
- Actions réalisées par l'organisme	57 903	50 379	1.2 Dons, legs et mécénats		
- Versements à un organisme central ou d'autres organismes agissant en France	-	-	- Dons manuels	240 051	277 496
1.2 Réalisées à l'étranger	-	-	- Legs, donations et assurances-vie		
- Actions réalisées par l'organisme	-	-	- Mécénats	-	3 264
- Versements à un organisme central ou d'autres organismes agissant à l'étranger	-	-	1.3 Autres ressources liées à la générosité du public		
2- FRAIS DE RECHERCHE DE FONDS	9 626	22 871			
2.1 Frais d'appel à la générosité du public	9 626	22 871			
2.2 Frais de recherche d'autres ressources					
3- FRAIS DE FONCTIONNEMENT	160 623	146 288			
TOTAL DES EMPLOIS	228 152	219 538	TOTAL DES RESSOURCES	240 051	280 760
4 - DOTATIONS AUX PROVISIONS ET DEPRECIATIONS	-	-	2 - REPRISES SUR PROVISIONS ET DEPRECIATIONS	-	-
5 - REPORTS EN FONDS DEDIES DE L'EXERCICE	48 830	42 322	3 - UTILISATIONS DES FONDS DEDIES ANTERIEURS	13 264	10 365
EXCEDENT DE LA GENEROSITE DU PUBLIC DE L'EXERCICE		29 264	DEFICIT DE LA GENEROSITE DU PUBLIC DE L'EXERCICE	23 667	
TOTAL	276 982	291 124	TOTAL	276 982	291 124

RESSOURCES REPORTEES LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC EN DEBUT D'EXERCICE (HORS FONDS DEDIES)	29 264	0
(+) Excédent ou (-) insuffisance de la générosité du public (-)	-	23 667
Investissements et (+) désinvestissements nets liés à la générosité du public de l'exercice		
RESSOURCES REPORTEES LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC EN FIN D'EXERCICE (HORS FONDS DEDIES)	5 597	29 264

CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE	EXERCICE N	EXERCICE N-1		EXERCICE N	EXERCICE N-1
EMPLOIS DE L'EXERCICE			RESSOURCES DE L'EXERCICE		
1 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES AUX MISSIONS SOCIALES			1 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC		
Réalisées en France			Bénévolat		
Réalisées à l'étranger			Prestations en nature		
2 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES A LA RECHERCHE DE FONDS			Dons en nature		
3 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES AU FONCTIONNEMENT					
TOTAL	-	-	TOTAL	-	-

Pour mémoire, rappel du tableau relatif aux fonds dédiés pour la partie relevant de la générosité du public :

FONDS DEDIES LIES A LA GENEROSITE DU PUBLIC	EXERCICE N	EXERCICE N-1
FONDS DEDIES LIES A LA GENEROSITE DU PUBLIC EN DEBUT D'EXERCICE	99 961	68 004
(-) Utilisation	13 264	10 365
(+) Report	48 830	42 322
FONDS DEDIES LIES A LA GENEROSITE DU PUBLIC EN FIN D'EXERCICE	135 527	99 961

